

Rwanda Scènes d'horreur à Kigali où les morts se comptent par milliers. Les étrangers, à l'exception des Belges, ont pu être évacués

KIGALI PLONGÉE DANS L'HORREUR

L'horreur et la peur. Kigali, dimanche, n'a connu aucun répit. Comme une tornade, la violence a frappé à l'aveugle. Un quartier jusque-là calme bascule dans les réglemens de comptes. Des habitants terrés dans leurs maisons et jusque-là épargnés sont emportés dans la tourmente meurtrière.

L'église de Gikondo, dans la capitale rwandaise, a été attaquée dimanche en pleine messe. On y a dénombré 70 morts. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estime à 10 000 le nombre des tués depuis l'éruption de la violence, mercredi dernier. Le Comité pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie au Rwanda, une organisation indépendante, parle du massacre de plusieurs dizaines de milliers de civils et de l'assassinat sélectif de personnalités politiques appartenant à l'opposition démocratique, de militants d'associations de défense des droits de l'homme et de personnalités religieuses.

La violence a changé de registre depuis jeudi dernier. L'attentat mercredi contre le prési-

dent Habyarimana, dont l'avion a explosé après avoir été touché par des roquettes tirées depuis le camp militaire de Masake, dans la périphérie de Kigali, a été le prélude à l'élimination planifiée des élites modérées du pays par la tendance dure du régime, appelée « Hutu power » (« pouvoir hutu »).

Celle-ci, dont le noyau armé est constitué par la garde présidentielle, aurait acquis la conviction que le chef de l'État s'apprêtait à la lâcher pour conduire la politique de réconciliation prévue par les accords d'Arusha, signés le 4 août 1993. Leurs cibles n'étaient pas seulement des membres de la minorité tutsi mais aussi des Hutu du sud, davantage portés au dialogue.

« On tue les gens sans raison »

Après cette vague de tuerie, le terrain a été laissé aux jeunes fanatiques extrémistes hutu, les « Intérahamé ». Souvent ivres, ceux-ci s'en sont pris à tout individu ressemblant de près ou de loin aux Tutsi. « On tue les gens sans raison. Ce qui

est grave, c'est que les gens sont très armés. Ils ont beaucoup de munitions, de grenades », explique un membre du CICR, la seule organisation internationale à travailler encore sur place.

Kigali présentait ainsi dimanche un spectacle de désolation. De multiples barrages militaires ont été érigés dans la ville. À l'hôpital central, 400 cadavres ont été entassés dans la cour. Les détenus de droit commun ont été sortis de leurs prisons pour creuser des fosses

communes. Les exactions ont aussi touché l'intérieur du pays. Ainsi, dans le nord, à Gisenyi, des Tutsi employés d'une mission franciscaine ont été massacrés vendredi.

Le FPR rejette le cessez-le-feu

L'une des principales inconcues lundi matin portait sur la progression d'une colonne de quelque 4 000 soldats du Front patriotique rwandais (FPR), parti constitué en 1990 et qui rassemble un grand nombre de Tutsi.

Depuis les accords d'Arusha, cette formation disposait d'une brigade de 600 hommes à Kigali mais l'essentiel de ses forces étaient massées au sud. La colonne semblait dimanche soir à une quinzaine de kilomètres de Kigali. Des combats à l'arme lourde se déroulaient dimanche derrière l'hôtel Méridien où les forces du FPR ont pris position.

Le FPR a rejeté samedi un cessez-le-feu annoncé vendredi par l'ONU - dont les 2 500 hommes présents dans la capitale restent terrés dans leurs caser-

nements. Il a en outre rejeté comme « illégitime et inacceptable » un gouvernement provisoire mis en place sous l'égide de l'ONU. Les membres de ce gouvernement de transition ont été nommés par un « comité de crise composé de représentants de l'armée et de la gendarmerie ».

Le nouveau président, Théodore Sindikubwabo, est un ancien président de l'Assemblée nationale. Jean Kambanda, du Mouvement démocratique républicain (MDR), a été désigné premier ministre. Il est entouré de cinq autres ministres dont un est membre du MDR, trois du Parti social démocratique et un du Parti libéral. Certains de ces dirigeants s'attendaient si peu à ces nominations que lorsque des militaires sont venus les chercher, ils ont cru que c'était pour les fusiller.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir une nouvelle fois lundi, à New York. Le personnel civil de l'ONU a été évacué samedi et dimanche, ne laissant à Kigali que quelques personnes « essentielles ».

J.-C. P.

« L'armée a attaqué les églises »

« Plus de 200 personnes sont réfugiées chez nous » explique le P. Theunis, de la communauté des Pères Blancs à Kigali. « Ces derniers jours, l'armée a attaqué les églises et les communautés religieuses où les gens avaient cherché refuge. Mais pour l'instant, ce n'est pas arrivé chez nous. Ce matin la situation est un peu plus calme, et on tire moins qu'hier. Le préfet a invité la population à sortir pour aller au marché, et les gens sont sortis, mais en réalité, il n'y a rien à acheter. » Le P. Theunis, qui reçoit des nouvelles des différentes communau-

tés religieuses et paroisses disséminées au Rwanda, est extrêmement pessimiste quant à la possibilité de ramener le calme : « Maintenant, on tire partout dans les pays. »

Par ailleurs, les religieuses de l'Assomption rapportent le témoignage de leur communauté de Kabuye (10 km de Kigali), où vivent des Sœurs hutu et tutsi. Des hommes en armes sont venus arrêter des gens qui avaient trouvé refuge chez elles, pour les exécuter sommairement. Les Sœurs ont été épargnées.

L'émotion des premiers rapatriés